CONSEIL MUNICIPAL DU 26 mai 2011

L'an deux mille onze, le vingt-six mai à vingt heures trente, le Conseil Municipal de CHANÇAY, légalement convoqué le dix-neuf mai s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur LALOT François, Maire.

Étaient présents : MM. LALOT François, GUILLOTEAU Gérard, LOIR-MONGAZON Jean-Claude, M^{elle} BOUCHAT Bérénice, Mme BRIDONNEAU Cathy, M. BROSSIER Patrick, Mme GUILLOTEAU Corinne, MM. LEHOREAU Jean-Marie, PELTIER Michel.

Absents excusés : M. BROUSSEAU Rémi ayant donné pouvoir à M. BROSSIER Patrick, M. MARAIS Stéphane ayant donné pouvoir à M. LOIR-MONGAZON Jean-Claude, Mme VIGNEAU-FILATRE Caroline ayant donné pouvoir à Mme BRIDONNEAU Cathy, Mme ANTONIO Chantal.

Mme BRIDONNEAU Cathy a été élue secrétaire de séance.

Approbation des comptes-rendus du Conseil Municipal du 25 mars, 4 avril et 17 mai 2011.

Délibération n° 25/2011 : CONVENTION AVEC LE PACT D'INDRE-ET-LOIRE – CONVENTION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉHABILITATION D'UN IMMEUBLE SIS 28 Rue des Écoles

M. le Maire informe que dans le cadre d'un projet de réhabilitation d'un bâtiment situé au 28 rue des Écoles, le PACT d'Indre-et-Loire a établi une proposition de convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Cette convention comprend une mission d'aide à la décision (définition du programme de l'opération, étude de faisabilité sur l'immeuble existant, élaboration du plan de financement) avec la remise d'un rapport d'étude pré-opérationnelle. La rémunération pour la phase « Aide à la décision » est fixée à 1.600 € HT.

À l'issue de la phase « Aide à la décision », la collectivité peut décider de poursuivre la mission avec le PACT. La convention comprend donc également une phase optionnelle qui est une assistance à la réalisation de l'opération.

Après en avoir délibéré, par 11 voix POUR et 1 voix CONTRE (*G. GUILLOTEAU*), le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage proposée par le PACT d'Indre-et-Loire pour la réhabilitation d'un immeuble situé 28 rue des Écoles à Chançay,
- autorise M. le Maire à signer ladite convention et toutes les pièces administratives s'y rattachant.

Délibération n° 26/2011 : AVIS SUR LA VENTE DE SIX LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX DE VAL TOURAINE HABITAT

M. le Maire expose le courrier informant la commune de l'intention de Val Touraine Habitat de vendre six logements de son parc locatif social situé sur le territoire de la commune « Le Coteau 2 ».

À Chançay, le projet de vente concerne six logements individuels situés « Le Coteau 2 » mis en location en 1980. Ces logements se composent de 4 T2 et 2 T4 et seront vendus aux locataires actuels.

L'avis défavorable de la commune ne peut être justifié que par une réduction excessive du parc de logements locatifs sociaux ou par l'entretien insuffisant des dits logements.

Les débats étant clos et le rapport du maire étant entendu,
Vu l'article L.443-7 du Code de la Construction et de l'Habitation,
Considérant la volonté de Val Touraine Habitat d'aliéner six logements individuels situés « Le Coteau 2 »,

M. le Maire requiert l'accord de l'assemblée délibérante afin d'émettre un avis favorable sur ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité, par 12 voix POUR,
- D'EMETTRE un avis favorable au projet de vente par VTH des 6 logements locatifs sociaux aux locataires occupants.

Délibération n° 27/2011 : TARIFS RESTAURANT SCOLAIRE

Après en avoir délibéré, 12 voix Pour, le Conseil Municipal décide d'appliquer une hausse au prix des repas servis à la cantine à compter de la rentrée scolaire 2011, fixés comme suit :

- Repas régulier enfant = 3,15 €
- Repas occasionnel enfant = 3,65 €
- Repas adulte = 4,10 €

Délibération n° 28/2011 : TARIFS GARDERIE PÉRISCOLAIRE

Après en avoir délibéré, 12 voix Pour, le Conseil Municipal décide d'appliquer une hausse des tarifs de la garderie périscolaire à compter de la rentrée scolaire 2011, fixés comme suit :

- le prix de la demi-heure est fixé à 0.99 €
- de 16h30 à 17h = demi-heure est facturée à 1.15 €, goûter inclus.

Délibération n° 29/2011 : INTERVENANT MUSIQUE ÉCOLE Pierre HALET – CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION LES MUSARTS

M. le Maire propose qu'à partir de la rentrée scolaire 2011-2012, deux heures et demie d'enseignement musical pour la diffusion de la culture musicale soit pris en charge par la commune par le biais de l'Association Les MusArts d'Azay-sur-Indre. Les modalités de cette intervention musicale sont établies dans une convention entre la Commune et l'Association.

M. le Maire expose les grands traits de cette convention :

- mise à disposition par l'Association Les MusArts d'un intervenant de musique auprès de l'école Pierre HALET
- 30 min d'enseignement musical pour chacune des classes par semaine scolaire soit 2 h 30
- durée de la convention : à compter de la rentrée scolaire 2011-2012, pour une durée indéterminée
- contribution forfaitaire : tarif heure/année : 1 350,00 €
- contribution forfaitaire annuelle : 3 375,00 €

Vu le projet de convention proposé par l'Association Les MusArts,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité par 12 voix POUR :

- approuve les termes de cette convention,
- autorise M. le Maire à signer cette convention avec le Président de l'Association Les MusArts.

Délibération n° 30/2011 : VOTE DES SUBVENTIONS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, attribue les subventions de fonctionnement aux associations communales et autres organismes, au titre de l'année 2011, comme suit :

• Association des Parents d'Elèves = 160 €	(12 voix POUR)
• Football Club Chançay = 160 €	(12 voix POUR)
• Groupement de Défense contre la Grêle = 80 €	(12 voix POUR)
• Pêcheurs du Lac = 160 €	(12 voix POUR)
• Syndicat Communal de Chasse = 160 €	(12 voix POUR)
• Les Aînés de la Brenne = 160 €	(12 voix POUR)
• Bren'6 Them = 160 €	(12 voix POUR)
• Airsoft Team Revolution Swat = 160 €	(12 voix POUR)
• Traîne Savates = 80 €	(12 voix POUR)

Autres organismes (12 voix POUR) :

- ESPOIR = 350 €

- Union Musicale de Noizay = 160 €
- Société Musicale de Reugny = 160 €
- Comice agricole = 50,55 €
- Association Jazz en vallées de Brenne et Cisse = 500,00 €
- Les Restaurants du Cœur = 160 €

Délibération n° 31/2011 : DEMANDE DE SUBVENTIONS ASSOCIATIONS

« Centre de Formation d'Apprentis Chambre des Métiers Indre-et-Loire », « Associations Prévention Routière », « APADVOR », « Centre de Formation d'Apprentis BTP 37 », « École Marmoutier de Tours » :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 12 voix POUR, décide de ne pas donner suite aux demandes de subventions.

Délibération n° 32/2011 : DÉCISION MODIFICATIVE BUDGET ASSAINISSEMENT GESTION 2011

Afin de régulariser la gestion 2011, le Conseil Municipal procède aux virements de crédits suivants :

en section d'exploitation

- article 6226 (honoraires) = - 1.150,00 €
- article 673 (titres annulés sur exercice antérieur) = + 1.150,00 €

Délibération n° 33/2011 : MODIFICATION STATUTAIRE SYNDICAT DES CAVITES SOUTERRAINES 37

Par délibération en date du 17 mars 2011, le Comité Syndical des Cavités Souterraines a accepté l'adhésion des communes d'ANCHE et de CÉRÉ-LA-RONDE.

Après en avoir délibéré, 12 voix Pour, le Conseil Municipal entérine cette décision.

Délibération n° 34/2011 : AVIS SUR LES MODIFICATIONS STATUTAIRES DU SATESE 37

Vu l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux transferts des compétences facultatives des Établissements Publics de Coopération Intercommunale,

Vu l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'extension du périmètre des Établissements Publics de Coopération Intercommunale,

Vu la délibération de la Commune de Morand, en date du 9 décembre 2010, relative à sa demande d'adhésion au SATESE 37 - « Compétence 1 - Suivi des dispositifs d'épuration d'assainissement collectif »,

Vu la délibération n°2010-03-07-03 du SATESE 37, en date du 7 mars 2011, relative à l'adhésion de la Commune de Morand pour la compétence assainissement collectif,

Vu le projet n° 1 de modification des statuts établi entre le Conseil Général d'Indre-et-Loire et le SATESE 37,

Vu la délibération n°2011-03-07-04 du SATESE 37, en date du 7 mars 2011, relative aux modifications statutaires du SATESE 37,

Vu la délibération du Département, en date du 20 décembre 2010, relative à la demande d'adhésion du Conseil Général d'Indre-et-Loire au SATESE 37, afin de transférer sa compétence obligatoire relative à l'assistance technique dans le domaine de l'assainissement collectif et non-collectif instituée par le Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006,

Vu la délibération n°2011-03-07-05 du SATESE 37, en date du 7 mars 2011, relative à l'adhésion du Conseil Général d'Indre-et-Loire au SATESE 37,

Considérant la nécessité de se prononcer sur les modifications relatives aux compétences, ainsi qu'au périmètre, avant l'expiration du délai légal,

Attendu la lettre de consultation de M. le Président du SATESE 37, en date du 7 avril 2011,

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 12 voix POUR :

- ÉMET un avis favorable sur les modifications statutaires adoptées par le Comité Syndical du SATESE 37, le 7 mars 2011, comme suit :
 - adhésion de la Commune de Morand au SATESE 37 pour la compétence assainissement collectif,
 - adhésion du Conseil Général d'Indre-et-Loire, afin de transférer sa compétence obligatoire relative à l'assistance technique dans le domaine de l'assainissement collectif et non-collectif,
 - projet n° 1 de modification des statuts du SATESE 37.
- DIT qu'un exemplaire de la présente délibération sera adressé à M. le Président du SATESE 37 après contrôle de légalité.

QUESTIONS DIVERSES

- Les élections sénatoriales auront lieu le dimanche 25 septembre 2011.
Un prochain Conseil Municipal se tiendra impérativement le **vendredi 17 juin 2011 à 18h30** pour assurer la désignation des délégués en vue de ces élections sénatoriales.
- M. le Maire informe qu'une plainte a été déposée à la gendarmerie de Vouvray, suite à une tentative de vol de câble électrique le 15 mai, sur un des poteaux d'éclairage du terrain de tennis.
- M. le Maire donne lecture d'un courrier du Syndicat de transport scolaire Noizay/Nazelles-Négron informant la commune que suite au vote de son BP 2011, l'équilibre du budget en fonctionnement est obtenu sans participation communale et le Syndicat ne demandera pas de complément de financement aux communes.
- M. le Maire informe que le programme de lutte collective départementale contre les espèces envahissantes (ragondins et plantes exotiques invasives) mené par le FDGDON 37 est reconduit pour l'année 2011, grâce aux financements du Conseil Général qui s'engage sur ce programme jusqu'en 2013, et de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.
- M. le Maire explique qu'une action devant le Tribunal Administratif est en cours par quatre communes de la CCV (Chançay, Reugny, Vouvray, Monnaie) contre les délibérations des trois communes qui souhaitent se retirer de la CCV.
- M. le Maire indique que M. le Préfet d'Indre-et-Loire a réuni la nouvelle Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) le lundi 2 mai 2011 et a présenté à cette commission le projet de schéma départemental de coopération intercommunale. M. le Maire rappelle que ce document est la base de la proposition de mise en application de la réforme des collectivités territoriales. Ce schéma est transmis pour avis aux conseils municipaux des communes concernées. Cet avis doit être exprimé dans un délai de trois mois à compter de la réception du document (10 mai 2011).
M. le Maire propose qu'un groupe de travail se réunisse le mardi 31 mai à 20 h 30 en mairie pour étudier le schéma et élabore un projet de délibération.
- M. Guilloteau, 1^{er} adjoint, interpelle M. le Maire et reproche que le projet d'un nouvel hangar de voirie n'ait pas été inscrit à l'ordre du jour. Il n'admet pas que le fonds de concours d'un montant de 46.000 € qui peut être alloué par la CCV, soit utilisé pour la réhabilitation d'un bâtiment. Selon lui, son projet est évalué, n'a pas nécessité d'étude chiffrée en amont (aucun coût pour la commune) et c'est un projet qui lui tient à cœur pour les agents communaux. M. le Maire répond que ce projet n'a pas été validé au préalable en commission bâtiments. Cette commission a pris acte de l'intérêt de ce projet. Elle a conseillé de travailler sur un projet de réaménagement et/ou un agrandissement du hangar existant, et d'attendre d'avoir une vue plus claire sur l'avenir du service de voirie dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales et de la voie verte.

La séance est levée à 22h55.

Délibérations du 26 mai 2011, numérotées 25 à 34.